

Table des matières

Introduction générale		1
	Première partie	
	Mécanismes d'imposition, incidence fiscale, loi de finances, rôles d'allocation des ressources, d'assurance contre les mauvaises nouvelles et les options d'investissement irréversibles	11
Chapitre 1	Loi de finances, fondements des Finances publiques, notions d'incidence fiscale, et de système fiscal optimal. Rôle d'allocation et mécanismes d'imposition	12
	I. Définition et intérêt de la loi de finance	12
	II. Situation économique et budgétaire de la France : objet de controverses politiques	14
	III. Les fondements originels de l'Économie des Finances publiques	17
	IV. Principaux thèmes de la première partie	20
	V. Justification de la préoccupation des néoclassiques	21
	VI. Identification des défaillances de l'économie de marché et reconsidération du rôle de l'État par les néoclassiques	23
	VII. Dépassement de l'opposition originelle entre théoriciens de l'incidence fiscale et définition d'un système d'imposition optimale	24
	Conclusion et plan de la première partie	27
Chapitre 2	Les mécanismes d'imposition directe sur le revenu des personnes physiques	29
Section 1	Catégories de revenus identifiés par les économistes, impôt progressif et impôt proportionnel	29
	I. Le revenu économique, le revenu fiscal potentiel, le revenu fiscal légal et le revenu imposable	30
	II. Impôt proportionnel, impôt progressif	30
Section 2	L'impôt sur le revenu et la réforme proposée de l'imposition des ménages	33
	I. L'évaluation de l'IRPP : la tendance universelle du système d'imposition unitaire	33
	II. Personnalisation de l'impôt ou logique du foyer fiscal	35
	III. Proposition de réforme en France	37
Chapitre 3	L'impôt sur les sociétés	43
Section 1	Champ de l'IS, l'option d'assujettissement et le principe de territorialité	43
	I. Le champ de l'IS : les entreprises concernées	43
	II. L'option d'assujettissement	44

	III.	Le principe de territorialité et la base imposable	44
Section 2		Les conditions de déduction des frais généraux et possibilité de report au niveau du paiement de l'impôt	45
	I.	Les conditions générales	45
	II.	Menu détaillé de déduction des frais généraux y compris les amortissements et les provisions	46
	III.	Report en avant et report en arrière des pertes	48
Section 3		Double imposition des actionnaires, solutions financières et concept d'avoir fiscal	51
	I.	Solutions à la double imposition	52
	II.	Formalisation du concept et évolution du choix français	53
Chapitre 4		Imposition du capital, du patrimoine et de l'immobilier	53
Section 1		L'impôt sur le capital	53
	I.	Les impôts synthétiques ou droits de succession et d'impôts sur la fortune	54
	II.	Les impôts analytiques	55
Section 2		Les expériences de défiscalisation dans l'immobilier en France	55
	I.	La loi Périssol	55
	II.	La loi Besson	56
	III.	La loi Lienemann	56
	IV.	Le dispositif de Robien	56
	V.	Les aménagements Borloo et le bonus fiscal de la loi Scellier	57
Chapitre 5		La fiscalité de l'épargne en France	59
Section 1		Richesse des ménages en France : quelques généralités	60
	I.	Composition du patrimoine	60
	II.	Choix d'une épargne moins risquée et fiscalement favorable	61
Section 2		Hétérogénéité et complexité de la fiscalité de l'épargne en France	63
	I.	Tendances et esprit de la fiscalité de l'épargne	63
	II.	Spécificité détaillée de la fiscalité sur l'épargne	64
Section 3		Inventaire des modalités de taxation de l'épargne en France et dans le monde : quelles leçons sur les patrimoines financiers, les taux de détentions d'actifs et le financement des retraites ?	69
	I.	Directive épargne de l'union européenne et modalités de taxation de l'épargne financière	69
	II.	La richesse financière et l'évolution de la composition du patrimoine en France : des comparaisons macro-économiques	70
	III.	Taux de détentions d'actifs et inégalités	71
	IV.	Patrimoine financier et système de répartition des retraites	72
Section 4		Réformes envisageables de la fiscalité et adaptation	73

	au financement des retraites	
	I. La logique financière ancienne de l'épargne en France : un plaidoyer pour de nouveaux principes	73
	II. Complémentarité des systèmes de retraite, neutralité du système d'imposition de l'épargne et rôle d'information	74
	Conclusion	75
Chapitre 6	Les mécanismes d'imposition indirecte	79
Section 1	L'impôt en cascade d'un bien et service	79
Section 2	Les catégories d'impôt sur la dépense	81
	I. Les droits indirects ou accises	81
	II. Les taxes sur le chiffre d'affaires y compris la TVA	81
Section 3	La TVA, la législation fiscale : enjeux locaux et cadre européen	82
	I. Dispositif d'application de la TVA : opérations imposables et cas d'exonération	82
Chapitre 7	L'allocation optimale des ressources et le thème de l'État-gendarme de Walras à Pareto	87
Section 1	Théorie macro-économique néoclassique, loi de Walras et État-minimal	87
	I. La présence de l'État gendarme dans le modèle macro-économique de base	88
	II. L'évidence de l'État minimal dans la loi de Walras	94
	III. L'incohérence formelle du modèle néoclassique	101
Section 2	Économie de bien-être et État minimal	103
	I. États réalisables, critère de Pareto et optima parétien	103
	II. Optimum de Pareto, équilibre général : les théorèmes de l'économie du bien-être et leurs implications limites.	110
Chapitre 8	Notions de surplus et théorie de l'incidence fiscale : approches en termes d'équilibre partiel et d'équilibre général	115
Section 1	La notion de surplus dans un cadre concurrentiel	115
	I. Présentation et formalisation de la notion de surplus : cas des biens divisibles	116
	II. Surplus collectif, maximisation du bien-être et concurrence parfaite	116
Section 2	La question de l'incidence fiscale à partir de l'équilibre partiel d'un marché	119
	I. Présentation graphique de la notion d'incidence fiscale	119
	II. Formalisation	121
	III. Répartition de la charge fiscale : loi de Dalton et triangle d'Haberger	122
	IV. Nature de la taxe et équilibre classique : principe d'invariance en équilibre partiel	123
Section 3	L'incidence des taxes dans un cadre d'équilibre général	124
	I. Le modèle macroéconomique de Marshall & Pigou sans impôt	125

	II.	Taxation des facteurs de production et incidence fiscale : le modèle de Kotlikoff et Summers	126
	III.	Principe d'équivalence ou d'invariance de Ramsey	132
Section 4		Taxation optimale en économie ouverte : l'hypothèse du petit pays et le choix entre droits de douane et subventions	133
	I.	Effets d'une taxe sur les importations	134
	II.	Effets d'un quota d'importations	134
	III.	La préférence de la subvention	134
Chapitre 9		Les phénomènes hors marché et l'allocation optimale des ressources : l'exemple des monopoles	136
Section 1		Formes de monopole, théorie générale du monopole à produit unique et optimum parétien	137
	I.	Typologie des monopoles : l'opposition entre marchés contestables et monopoles naturels	137
	II.	Théorie générale du monopole à produit unique	139
Section 2		Théories des monopoles naturels multi-produits	144
	I.	Optimum parétien et gestion des monopoles multi-produits : la récurrence du débat	144
	II.	La règle de Ramsey et Boiteux et les propositions libérales en cas de monopoles naturels publics	146
		Conclusion	148
Chapitre 10		Gestion optimale des ressources en présence de biens publics : le théorème de Bowen-Lindahl-Samuelson et l'équilibre avec souscription	149
Section 1		Droits de propriété, caractéristiques de biens publics et approche technique de la fourniture optimale des biens collectifs	149
	I.	Droits de propriété et nature des biens publics	150
	II.	Gestion efficiente des biens publics : cas d'une économie produisant un seul bien collectif	152
	III.	Efficacité ethnique, optimum de Pareto d'une économie productrice de biens privés et d'un bien public	153
Section 2		Le théorème de Bowen-Lindahl-Samuelson	154
	I.	Hypothèses du théorème	155
	II.	Formulation du modèle et résultats	155
Section 3		L'équilibre avec souscription et le théorème BLS	157
		Conclusions	159
Chapitre 11		La gestion des biens collectifs, l'existence de groupes sociaux : la thèse de Lindahl et la méthode de l'évaluation contingente	160
Section 1		Le cadre général de la théorie de Lindahl insérée dans l'optimum de Pareto et prise en compte des groupes sociaux	160
	I.	Groupes sociaux et cadre général du raisonnement	161

	II.	L'optimum parétien implicite dans l'approche de Lindahl	164
Section 2		Finalité des dépenses publiques, différence de demande sociale des groupes	166
Section 3		Comportement de passager clandestin, gestion de biens collectifs et MEC	168
		Conclusion	170
Chapitre 12		Effets externes, équilibre général, théorie libérale de Coase, et politiques environnementales : Copenhague et autres questions en suspens	171
Section 1		Nature des externalités et approche en termes d'équilibre partiel	171
	I.	La nature des externalités	172
	II.	Nuisance et défaillance du marché	173
	III.	Les déséconomies externes dans un cadre d'équilibre partiel	174
Section 2		Effets externes, optimum de Pareto, et droits de propriété au sens de Coase	177
	I.	Effets externes et optimum de Pareto	178
	II.	Effets externes, mercantilisation des droits de pollution et théorème de Coase	181
Section 3		Limites du théorème de Coase, droits de la responsabilité et lecture éthique de l'environnement	185
	I.	Les limites générales	185
	II.	L'apport du droit de la responsabilité et la question des politiques environnementales	190
Section 4		L'environnement, bien commun mondial : nécessité locale et coordonnée de préservation après les échecs de	192
	I.	Comment les distensions entre pays développés s'expriment-elles ?	192
	II.	La taxe carbone en Europe et la suspension de la taxe en France : le contre-exemple	193
	III.	Les préoccupations des PVD	196
		Conclusion	197
Chapitre 13		La théorie néoclassique et la prise de décisions collectives	199
Section 1		La finalité de l'action publique : le théorème d'impossibilité d'Arrow	199
	I.	Les hypothèses du modèle	200
	II.	Les conclusions pessimistes du modèle de Arrow	200
Section 2		L'école du Public choice et l'analyse de la bureaucratie	203
	I.	Les fondements et les objectifs de l'école	204
	II.	Le comportement bureaucratique et la nécessité d'un retour au marché	207

	III.	<i>Le mea culpa de Niskanen</i>	211
		Conclusion	212
Chapitre 14		Dépenses publiques, croissance endogène, et autres justifications de l'impôt en incertitude	214
Section 1		Principe du bénéfice, de la transparence, de la capacité contributive et de la neutralité de l'impôt	215
Section 2		Incertitude, valeur d'option, irréversibilité de l'investissement privé : l'impôt assurance et le principe de la mauvaise nouvelle	217
Section 3		Dépenses publiques et croissance endogène : une autre justification de l'impôt en incertitude	221
		Conclusion	229
		Deuxième partie	231
		Fonctions de redistribution & de stabilisation avec la modernisation de l'État et la contrainte européenne de subsidiarité : implications économiques et politiques des déficits, de la dette et de l'ouverture aux échanges extérieurs	231
Chapitre 15		Les rôles de redistribution et de stabilisation de l'État	232
		La complémentarité des effets.	236
		Organisation de la deuxième partie	237
Chapitre 16		Le modèle keynésien simplifié et le rôle stabilisateur du budget	240
Section 1		La logique du modèle et sa représentation graphique	240
	I.	Hypothèses du modèle et place de la demande effective	241
	II.	Le diagramme à 45°, les conséquences de l'écart entre épargne et investissement sur le revenu et l'emploi	242
Section 2		Le concept de multiplicateur	244
	I.	Convergence spontanée à partir des décisions des agents	245
	II.	Interventions de l'État	246
		Conclusions	250
Chapitre 17		Le modèle complet ou modèle IS-LM : la complémentarité des politiques budgétaire et monétaire	252
Section 1		La logique du modèle complet	253
	I.	Hypothèses	253
	II.	Principales équations, pentes et dérivations de IS et LM	254
Section 2		Le modèle simplifié et les conséquences d'un emprunt ou Effet pur de l'emprunt sans création monétaire correspondante	257
	I.	Formalisation et cadre de la politique financière pure	257
	II.	Effets de l'emprunt sur le revenu national et le taux de l'intérêt	258
	III.	Segments caractéristiques de LM et effets de l'emprunt	259

Section 3	Effet de l'emprunt avec création monétaire correspondante.	260
	I. Cadre théorique et rôle des banques	260
	II. Effets sur le revenu et le taux de l'intérêt	261
	III. Segments de LM et effets de l'emprunt : notion de policy-mix	262
Chapitre 18	Alternatives à la théorie keynésienne : les approches empiriques et positives des déficits publics	265
Section 1	Des explications non keynésiennes des déficits publics jusqu'au début des années 80	265
	I. La loi de Wagner	266
	II. L'effet de déplacement de Peacock et Weiseman	267
	III. La contribution de Diamond et la théorie du lissage fiscal	268
	IV. La nouvelle économie publique et la dette publique	269
Section 2	Déficits publics, stratégies électorales, cycles politiques et guerre d'usure	270
	I. La dette en tant que legs empoisonné aux adversaires politiques dans un système d'alternance politique à l'américaine	271
	II. Guerres d'usure et gouvernement de coalitions	272
	III. Que valent ces modèles sur le plan empirique ? Pourquoi la dette a été plus élevée dans certains pays et pas dans d'autres à niveau de développement comparable ?	275
Chapitre 19	La politique budgétaire contestée : effets d'éviction, anticipations et seuils d'imposition	280
Section 1	Les effets d'éviction	280
	I. L'effet par les transactions : le plus connu.	280
	II. Effet d'éviction et effet de richesse	282
Section 2	La théorie des anticipations adaptatives	283
	I. La courbe DE Phillips et les anticipations adaptatives.	283
Section 3	La nouvelle économie classique et les anticipations rationnelles	289
	I. Hypothèses et sources théoriques	289
	II. Présentation du modèle	292
	III. Interprétations des résultats et remarques	293
Section 4	La théorie de la <i>Supply Side</i> et l'ambiguïté microéconomique des effets désincitatifs de l'impôt	293
	I. Fiscalité et offre de travail : l'analyse en termes d'effet de revenu et effet de substitution	294
	II. Le modèle CJL	295
	Conclusion	299
Chapitre 20	Financement des Dépenses publiques, dette publique, Equivalence ricardienne et croissance	301
Section 1	Soutenabilité de la dette publique et	301

	I.	Exposé du concept de soutenabilité	302
	II.	Dettes publique, politique monétaire et inflation	303
Section 2		Evolutions de la dette publique en France : faits stylisés et innovations Institutionnelles. Quelles interprétations théoriques ?	305
	I.	La place du Trésor public dans la gestion de la trésorerie de l'État et de la dette : faits empiriques et modernisation des institutions de dette publique	306
	II.	Changements de gouvernement et recommandations de politiques	311
Section 3		Principe de l'équivalence ricardienne et neutralité de la dette publique	316
	I.	Le principe de l'équivalence	316
	II.	Les critiques du principe	318
Chapitre 21		La privatisation en France et le passage à une économie de marchés de capitaux	324
Section 1		Vagues de privatisations en France et restructurations du système bancaire et financier	325
	I.	Recensement des privatisations et contexte politique	325
	II.	L'évolution du système bancaire et financier en France	332
Section 2		Bilan illustré des privatisations, gouvernement d'entreprises sous contraintes européennes et mondiale	335
	I.	Bilan des premières privatisations	335
	II.	Gouvernement d'entreprise à la française et logique d'actionnariat : le rôle de la finance et des pouvoirs politiques	337
	III.	Les limites du système financier et de la gouvernance en France	345
		Conclusion	346
Chapitre 22		Les prélèvements obligatoires, la protection sociale et enjeux des options françaises en matière de retraite	347
Section 1		La protection sociale en France	347
	I.	La lente progression de l'initiative publique avant 1945	348
	II.	L'avènement du système de protection sociale à la française	350
	III.	L'organisation actuelle	355
Section 2		Fondements empiriques et théoriques de la protection sociale en Europe	359
	I.	Faits empiriques et diversité des systèmes	359
	II.	Typologie des systèmes de protection sociale	361
	III.	La convergence des modes de financement	364
Section 3		Du débat théorique capitalisation versus répartition aux réformes du système de retraites en France	365
	I.	L'Économie politique du débat répartition versus capitalisation	365

	II.	Les réformes françaises de 1995 à 2010	370
		Conclusion	378
Chapitre 23		Équilibre externe, appartenance à une union monétaire et politique budgétaire	380
Section 1		La notion d'équilibre externe et la politique économique	381
	I.	Définitions et Implications de l'équilibre externe	381
	II.	Interactions et conflits entre équilibre interne et équilibre externe : le caractère contre-productif de l'absence de coordination économique internationale des <i>policy-mix</i>	386
	III.	Les prolongements de la théorie du <i>policy-mix</i>	392
Section 2		Politique budgétaire et processus d'intégration économique et monétaire en Europe	395
	I.	Les niveaux d'intégration économique et monétaire : l'exemple de l'Europe	395
	II.	Externalités des politiques financières et convergences budgétaires et fiscales en Europe	400
		Conclusion	413
Bibliographie			422
Table des matières			435